

La République

Quotidien d'information générale - Série III n° **1327** Prix : 3.000 FC

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : larepublique@nyota.net, www.nyota.net

Récépissé n° MIN/CM/LMO/053/2015

Présidentielle 2023

(Pages 2,3,4)

M. Katumbi : les raisons de la candidature



Première Convention de Ensemble : M. Katumbi confirmé

(Page 4)

Kinshasa

Les 140 morts lors des pluies diluviennes déjà sous terre !

(P. 12)

Coopération

La France dégage 18 millions d'euros pour la RDC

(P. 5)

Levée de la notification

La Chine attirée par le marché congolais

(Page 12)

Nyota TV

Retrouvez-nous sur 356 Canal+ !

Présélection CHAN/Algérie 2023

Sept Corbeaux dans la tanière des Léopards A'

(Page 11)

Présidentielle 2023

M. Katumbi : les raisons de la candidature



Il l'a déclaré quelques jours plus tôt, aujourd'hui la convention de son parti, tenue de lundi à jeudi à Lubumbashi, a adoubé la candidature de Moïse Katumbi à la magistrature suprême prévue fin décembre 2023, selon le calendrier de la Ceni. Dans son discours de clôture des travaux, le leader de Ensemble pour la République a fait un état des lieux de la situation sécuritaire et sociopolitique de la nation, sa rupture avec l'Union sacrée de la nation avant de dévoiler les raisons de son engagement pour le prochain scrutin présidentiel.

Le Congo dit démocratique peut-il se relever de marasme actuel ? Moïse Katumbi y croit dur comme fer. Raison pour laquelle il a fait part de son intention de briguer la magistrature suprême aux futures échéances électorales qui auront lieu en décembre prochain. C'est ce qui ressort de son discours de clôture des travaux de la convention de son parti politique Ensemble pour la République. Pourquoi at-il quitté la majorité au pouvoir ? Moïse Katumbi répond en ces termes : « Le cahier des charges que nous avons déposé pour guider notre engagement mutuel n'a pas été respecté par nos partenaires ». Le président de Ensemble pour la République argumente son départ de l'Union sacrée. Selon lui, ses partenaires sont restés sourds aux exigences de son parti concernant la gestion de l'insécurité dans l'Est, la lutte contre les inégalités, la moralisation de la vie publique de même que la lutte contre la corruption, l'instrumentalisation de la justice. Cette sourde oreille à l'appel de Ensemble pour la République a conduit au constat selon lequel l'insécurité s'est

aggravée de l'Est à l'Ouest du pays avec en prime le sentiment dans le chef du peuple congolais d'être abandonné à son triste sort. En outre, la mauvaise gouvernance avec son cortège décrié de détournements des deniers publics, le clientélisme, le népotisme ainsi que le tribalisme, indique l'ancien gouverneur de l'ex-province du Katanga, s'est incrustée sur fond d'une arrogante impunité et d'un chapelet de promesses non tenues. Moïse Katumbi situe à trois niveaux les réponses qu'il faudrait apporter pour en finir avec l'insécurité et l'instabilité qui plombent le pays. D'abord, l'Armée. Le candidat président de la République estime que celle-ci doit être forte, bien équipée, bien payée et bien encadrée. Ce qui empêche le pays d'être à la merci des groupes armés. Le chairman rejette le fait de sous-traiter la défense de l'intégrité territoriale aux armées étrangères. Il a salué au passage le courage des FARDC au front. Le deuxième niveau concerne le vivre ensemble de tous les Congolais. « Nos divisions et nos querelles nous rendent faibles », laisse entendre Moïse Katumbi en mettant l'accent sur les conflits qui déchirent les communautés congolaises entre elles. Et d'ajouter que « les discours de haine sont de plus en plus banalisés, y compris par les partisans de l'actuel pouvoir ». Chrétien convaincu, il se réfère à la Bible et recommande le dépassement et la relance du dialogue intercommunautaire d'autant que « un royaume divisé contre lui-même ne peut subsister. Le troisième niveau est relatif à la diplomatie qui vise à restaurer la confiance et les rapports de bon voisinage. Moïse Katumbi est

d'avis que la RDC doit être un pays respectable et respecté. De son point de vue, il est inutile de tenir sans cesse un discours victimaire et pleurnichard, au contraire, l'on devrait avancer et puiser dans le génie congolais la force d'agir et de restaurer la confiance dans le grand Congo. Après le volet anti-insécurité, le président de Ensemble pour la République demeure préoccupé par la pauvreté qui se révèle générale et généralisée au point de devenir une tragédie. En guise de proposition de solution, Moïse Katumbi rappelle que son expérience en tant que gouverneur de l'ex-Katanga, lui a permis de doter cette province d'infrastructures sociales. Il a

remis plus 800 mille enfants à l'école, amélioré la desserte en eau potable et électricité. Le Katanga a progressé, entre autres grâce aux infrastructures routières et autres. En plus, les recettes du Katanga ont été multipliées par dix. Des milliers d'emplois ont été créés. Les activités agricoles, sociales, sportives et culturelles ont pris de l'envol. Sa conclusion se résume en ceci : « A celles et ceux qui croient au vrai changement je leur dis « unissons forces ». Ne pleurons plus. Agissons ensemble. Avec moi, un autre Congo est possible. Ci-après, le texte intégral du discours de Moïse Katumbi

LR



ENSEMBLE POUR LA REPUBLIQUE

Discours du Président Moïse Katumbi à l'occasion de la clôture de la Première Convention de «ENSEMBLE POUR LA REPUBLIQUE» Lubumbashi, le 22 décembre 2022

Mes chères sœurs,

Mes chers frères,

Distingués invités,

Chers compatriotes,

C'est pour moi un immense honneur et un grand plaisir de prendre la parole aujourd'hui à l'occasion de la clôture des assises de la convention nationale de notre cher parti, « Ensemble pour la République ». Je voudrais en premier lieu, glorifier l'Éternel qui a bien voulu que la convention nationale de notre parti se tienne dans le calme, la convivialité et la fraternité. Il y a deux jours, je vous ai fait part de ma volonté d'être candidat à la magistrature suprême. J'avais sollicité votre soutien. Vous avez dit OUI ! Je vous dis à toutes et à tous, MERCI ! Merci de la confiance que vous me témoignez ! J'en mesure toute la responsabilité.

Mes chers compatriotes,

Aujourd'hui, nous engageons un grand combat. Un combat démocratique, un combat pour arrêter le chaos ! Je ne ménagerai aucun effort pour réussir dans notre mission au bénéfice du peuple congolais et pour un développement durable de notre pays. C'est ensemble que nous le ferons ! C'est ensemble que nous allons gagner !

Mes chers compatriotes,

A l'heure où le doute gagne le pays et que certains misent sur un Congo divisé et fragmenté, je réaffirme mon engagement pour la paix, la dignité et l'unité nationale. Chers compatriotes, le Congo sera ce que nous en ferons ! Tous ENSEMBLE !

En patriotes, il y a deux ans, répondant à l'appel au secours du Président de la République, sans hésiter, nous avons accepté de lui prêter main forte pour sauver la Nation en danger. Sur base d'un cahier des charges, nous avons pris toute notre part dans la mise en place de l'Union Sacrée pour la Nation. C'est ainsi que des personnalités issues de notre plate-forme ont été désignées pour participer au Gouvernement. Deux ans après, force est de constater que les résultats ne sont pas au rendez-vous. Le cahier des charges que nous avons déposé pour guider notre engagement mutuel n'a pas été respecté par nos partenaires. Que ce soit sur la gestion de l'insécurité dans l'Est, la lutte contre les inégalités, la moralisation de la vie publique y compris la lutte contre la corruption, l'instrumentalisation de la justice, nos partenaires politiques sont restés sourds à nos exigences pourtant salutaires. Au contraire, l'insécurité qui s'est aggravé à l'Est s'étend à l'Ouest du pays ; et le sentiment d'abandon de notre peuple par l'État se confirme jour après jour. La mauvaise gouvernance avec son cortège tant décrié de détournements des deniers publics, de clien-

télisme, de népotisme, de tribalisme s'est enracinée sur fond d'une arrogante impunité et d'un chapelet de promesses non tenues. C'est la raison pour laquelle nous quittons l'Union Sacrée pour la Nation ! C'est la seule décision raisonnable. La seule décision responsable.

Mes chers compatriotes,

Pour en finir avec l'insécurité et l'instabilité qui plombent notre pays, nous devons trouver des réponses. Elles sont à trois niveaux. Le premier est celui de notre armée. Il s'agit tout d'abord de doter la République Démocratique du Congo d'une armée forte, bien équipée, bien payée et bien encadrée. Nous ne devons plus être à la merci des groupes armés. Aujourd'hui nous devons éviter de sous-traiter la défense de l'intégrité territoriale aux armées étrangères. La solution aux problèmes du Congo viendra des Congolais. Et en premier lieu de nos forces armées qui se battent avec courage au front. Le deuxième niveau est celui de notre Vivre Ensemble. Nos divisions et nos querelles nous rendent faibles. Trop de conflits déchirent nos communautés entre elles. Les discours de haine sont de plus en plus banalisés, y compris par les partisans de l'actuel pouvoir. Nous devons nous dépasser et relancer partout le dialogue intercommunautaire. Un Royaume divisé contre lui-même ne peut subsister dit la Bible (Marc, chapitre 3 verset 24). Enfin, le troisième niveau de réponse à la crise consiste à imprimer un nouveau cap à notre diplomatie. Forts de la confiance en une armée redynamisée et en l'unité retrouvée, nous sommes en mesure de relancer une véritable diplomatie qui vise à restaurer la confiance et nos rapports de bon voisinage. Les engagements que nous souscrivons doivent être respectés à la lettre. C'est ce qui va restaurer la crédibilité de notre pays. La République Démocratique du Congo doit être un pays respectable et respecté. Inutile de tenir sans cesse un discours victimaire et pleurnichard. Nous devons avancer et puiser dans le génie congolais la force d'agir et de restaurer la confiance dans le Congo !

Mes Chers compatriotes,

Après l'insécurité, ma deuxième grande préoccupation, c'est la pauvreté. Toutes nos forces, toutes nos intelligences, toutes nos ressources, nous devons les mobiliser pour chasser la pauvreté de notre pays. Je n'ai pas besoin de vous parler de pauvreté, nous la vivons chaque jour. - Elle est dans la maman bloquée dans une maternité faute d'avoir payé ses frais d'accouchement. - Elle est dans l'enfant chassé de l'école faute de moyens. - Elle est dans le désarroi de notre jeunesse qui malgré tous les sacrifices pour obtenir un diplôme, se retrouve sans emploi. - Elle est dans la confiscation de la

toute petite épargne que RAM extorque même aux plus démunis d'entre nous. - Elle est dans l'impuissance de ces papas impayés qui voient leurs enfants s'endormir sans manger. - Elle est dans les pleurs des orphelins de ces mamans électrocutées en plein marché. - Elle est dans la détresse des familles victimes des inondations à répétition. - Elle est dans l'immense détresse des veuves et des orphelins de nos militaires qui ne sont pas ramenés auprès de leur famille. - Elle est dans l'impuissance des gens démunis pour enterrer leur mort. Ça suffit ! Tolembi ! Tunachoka ! Kwajiki ! Yo me lunga ! Il faut en finir avec cette tragédie ! La seule guerre qu'il faille livrer est celle contre la pauvreté et la misère. Ces deux maux constituent un terreau fertile sur lequel prospère le recrutement des jeunes au sein des milices ainsi que les kulunas.

Mes chers compatriotes,

Mon expérience en tant que gouverneur du Katanga m'a permis de doter la province d'infrastructures sociales. Dans le domaine de l'éducation, j'ai remis plus de 800.000 enfants à l'école. Dans le domaine de la santé, de l'eau potable, des routes et de l'électricité ainsi que des infrastructures, le Katanga a progressé. Sur le plan du développement économique, les recettes de la province ont été multipliées par dix. J'ai lutté efficacement contre la corruption et les détournements. En tant qu'homme d'affaires, j'ai créé des milliers d'emplois. J'ai toujours veillé à la responsabilité sociale de mes entreprises. Dans les activités agricoles, sociales, sportives et culturelles, je peux apporter la preuve qu'une réussite individuelle peut être mise au service de la Nation. Cette expérience doit être capitalisée. Président de la République, je saurai comment valoriser les partenariats gagnant-gagnant entre l'Etat et le secteur privé à l'avantage du peuple congolais.

Mes chers compatriotes,

Ma candidature comme Président de la République, c'est aussi pour le rétablissement de la légitimité, de la valeur du travail et du respect de la souveraineté du peuple par les urnes. - Un peuple souverain produit des dirigeants légitimes. - Des dirigeants légitimes bâtissent un grand État. - Un Grand État fait la fierté de ses citoyens et inspire le respect de ses voisins.

Ma candidature s'inscrit dans l'ambition tant contrariée de ce Congo gagnant, pas dans les incantations encore moins dans les slogans creux mais dans le travail, dans l'intégrité, dans la justice pour tous. Je mettrai fin à l'enrichissement illégitime et sans cause d'une petite poignée de compatriotes indignes qui exploitent l'État au moment où la

population vit elle dans la misère et le désespoir.

Mes chers compatriotes,

Nous avons déjà pris l'option de concourir aux élections en exigeant qu'elles soient libres, démocratiques, inclusives et transparentes. Nous avons rappelé l'exigence de respecter le délai fixé par la Constitution. Nous ne donnons pas un chèque en blanc à la CENI et à son Président. Si certains veulent organiser la fraude, ils nous trouveront sur leur chemin. C'est pourquoi je demande à tous les Congolais de se mobiliser d'abord pour aller s'enrôler et ensuite de voter, faire le bon choix et, le jour des élections, rester maîtres de leurs bulletins de vote. Plus personne ne doit truquer impunément une élection en République Démocratique du Congo. Je demande solennellement à tous ceux qui iront voter en décembre prochain de rester devant les bureaux de vote, d'assister au dépouillement des suffrages et à l'affichage des résultats devant ces bureaux. S'il faut y passer toute la nuit, nous passerons toute la nuit. Ce sacrifice minime est le prix à payer si nous voulons sauver notre pays et notre démocratie. Quelques heures de sacrifice pour des années de bénéfice ! Nous devons tous y consentir. Pour nous, pour nos enfants, pour le Congo ! A toutes celles et ceux qui croient au vrai changement, je leur dis : « Unissons nos forces ». C'est ici l'occasion d'appeler toute l'Opposition ainsi que toutes les filles et fils du pays à se rassembler pour l'intérêt du peuple congolais. Si nous nous battons tous pour un Congo meilleur, un Congo grand, un Congo prospère, un Congo solidaire, alors, nous gagnerons. Nous gagnerons Ensemble !

Mes chers compatriotes,

Je n'ai aucun doute qu'à l'issue de cette Convention, nous irons tous de l'avant rencontrer nos compatriotes et les convaincre de nous confier le mandat de bâtir le Congo de nos rêves. Vous allez affronter des adversaires. Ils grondent déjà en cherchant comment faire obstacle à notre projet. C'est de bonne guerre ! Souvenez-vous, il y a un temps pour tout. Il y a eu un temps pour pleurnicher, un temps pour analyser un bilan chaotique et un temps pour se rendre à la raison. Maintenant est venu le temps de l'action, de la responsabilité et des résultats concrets pour notre peuple.

Mes Chers compatriotes,

Ne pleurons plus !

Agissons !!

Agissons ENSEMBLE !!!

Avec moi, Un autre Congo est possible

Je vous remercie.

La 1ère Convention d'Ensemble pour la République désigne Moïse Katumbi candidat à la présidentielle de 2023

Après trois jours des travaux, la Convention Nationale d'Ensemble pour la République a éteint ses lampions ce jeudi 22 décembre 2022 au siège du parti à Lubumbashi.



Parmi les résolutions issues de ses assises, le Président National Moïse Katumbi Chapwe a été désigné candidat du parti à l'élection présidentielle de 2023.

Ouvert le mardi 20 décembre à son siège sis avenue Kamanyola dans la commune de Lubumbashi dans la province du Haut-Katanga, les congressistes avaient trois jours d'intense travaux, notamment l'évaluation de la situation sociopolitique du pays et la définition de la politique du Parti sur les questions électorales ; présentation et adoption du projet de société du Parti ; élection ou choix d'un candidat de Ensemble pour la République à aligner à l'élection présiden-

ver une minute de silence en mémoire de nos frères et soeurs, victimes de la guerre à l'Est, ceux de Kwamouth et de partout ailleurs.

«Que l'Éternel daigne accueillir dans son royaume nos frères et soeurs décédés dans les inondations à Kinshasa ainsi que ceux qui ont perdu la vie suite aux agressions armées à l'est de notre pays et partout ailleurs. Je pense également à tous nos compatriotes qui vivent dans l'errance et qui doivent affronter les dures réalités des déplacements massifs et forcés ainsi que dans les camps de déplacés. C'est pour moi aussi une occasion d'inv-



tielle de 2023.

Première journée des travaux

Après la prière dite par le frère Vhano, suivi de l'exécution de l'hymne national, le modérateur a invité le Secrétaire Général, Dieudonné Bolengetenge Balea pour le mot de bienvenue.

Après avoir remercié l'assistance, il a présenté les délégués des organes du Parti de 26 provinces. Il a particulièrement adressé à la jeunesse en disant «je



voudrai ici paraphraser le feu Maréchal Mobutu qui disait «natiaka mayele na ngai na ba beret rouge. Moi aussi, «natiaka moyele na ngai na Jeunesse». Cette phrase a suscité des acclamations nourries dans la salle.

Invité à son tour, de monter sur le podium pour son discours d'ouverture, le Président National d'Ensemble pour la République a d'abord remercié tous les congressistes de leurs présences aux assises. Il a ensuite demandé d'obser-

ter le gouvernement de la République et de solliciter la communauté internationale de s'impliquer pour soulager tant soit peu leur misère», dit le Président national d'ENSEMBLE.

Il a par ailleurs souligné que cette première Convention du parti, les participants vont se pencher sur le défi majeur à relever dans cadre de cette grande formation politique en privilégiant l'unité et la cohésion

nationale.

«Des efforts doivent être conjugués pour lutter contre les antivaleurs, privilégier la bonne gouvernance ainsi nous pourrions arriver à bouter l'ennemi dehors et on peut mettre fin à la guerre d'agression dont notre pays est victime. Nous avons tous besoin de la paix et de la tranquillité afin de consacrer au développement de notre pays et à l'amélioration du vécu quotidien de notre population», a dit Moïse Katumbi Chapwe.

Le président national d'Ensemble pour la République a sollicité l'accompagnement de son parti pour sa candidature à la magistrature suprême.

«Avant de laisser au Secrétaire Général le soin de nous entretenir sur l'agenda de nos travaux, conformément à nos statuts, je voudrais néanmoins comme suite à mon interview sur rfi et France 24, de vous faire part de mon intention de me présenter comme candidat à la Présidence de la République lors des prochaines échéances électorales. Je me soumetts pour se faire à votre décision. J'estime néanmoins que je ne peux vous demander de m'accompagner dans ma démarche électorale sans vous en donner les motivations», a lancé le candidat à la présidentielle de 2023.

Il a enfin donné quelques grandes lignes de sa vision de diriger le pays. Et il a dit : «Je suis un homme d'action. Je ne voudrais pas que mon discours s'éternise», avant de dire, «sur ce, je déclare ouverte la Convention de notre Parti». Un discours qui a été congratué des acclamations du début à la fin.

Après ce discours d'ouverture, le Conseil National s'est réunie en sa qualité d'Organe délibérant et représentatif du Parti. Les membres du Conseil National ont examiné la situation Générale du pays et évaluer les activités du Parti ainsi que du niveau d'exécution des actes de la Convention nationale. Ils ont reçu le rapport annuel présenté par le Secrétaire Général, Dieudonné Bolengetenge Balea, qui a été suivi d'un jeu de questions - réponses.

Un Congo riche aux congolais pauvres

Le mercredi 21 décembre 2022 était la 2e journée des assises au cours de laquelle, les intervenants ont développé différents sujets.

Quatre thèmes devaient être développés par les orateurs du jour. Au premier intervenant, Salomon Kalonda Della. Conseiller spécial et politique du Président National, Moïse Katumbi Chapwe, a développé magistralement son thème sur la situation politique et électorale.

Il a parlé de la résurgence de la guerre que l'on arrive pas à stopper et comment l'arrêter et éviter qu'une autre ne se produise à nouveau. Il a également parlé de l'aggravation de la corruption et la diffusion des antivaleurs dans la société, notamment le procès de 100 jours, les scandales de corruption à répétition par manque réelle de volonté de lutter contre elle. «La corruption est instrumentalisée pour éliminer les adversaires politiques». Comme preuve, le dernier classement de Transparency International, la RDC

est le 169e sur 180 pays les plus corrompus du monde.

Il a ajouté la détérioration des conditions de vie des populations dont 65% de la population vit avec moins de 2 \$ par jour. Donc, un Congo riche aux congolais pauvres. Salomon Kalonda Della a évoqué l'augmentation des prix des denrées de 1ère nécessité et le manque d'emploi pour les jeunes qui sont privés d'avenir.

Quant au processus électoral, les points exploités par le Conseiller Spécial et Politique ont suscité un débat intéressant qui a pris du temps. Il a fallu l'intervention du Secrétaire Général pour que les congressistes s'en aient en pause d'une



heure.

La journée s'est clôturé par l'intervention du professeur Georges Zuka Mondo qui a présenté le parti Ensemble pour la République aux participants. Selon lui, le parti a pour idéologie libéralisme social fondé sur l'humanisme et la solidarité, avec comme devise : Justice - Liberté - Solidarité. La journée s'est clôturé par un échange entre l'orateur et les congressistes.



Jeudi 22 décembre, une clôture dans une ambiance de fête

Depuis 8h30, le décor était déjà planté, le site du siège du parti était bombé du monde habillé, pour la plus part, en couleurs du Parti. La salle était sombre de costumes et blanche de la tenue du Parti.

Il y a eu deux mots dont celui du Secrétaire Général et le discours de clôture du Président National, Moïse Katumbi Chapwe. Les résolutions issues de cette première Convention ont été versées au bureau afin de les mettre à la disposition des différents organes du Parti.

Il sied de rappeler que le 19 décembre, les congressistes et la population de Lubumbashi étaient à l'aéroport de la Luano pour accueillir leur président Moïse Katumbi qui rentrait de Qatar où il a assisté à la finale de la Coupe du Monde 2022.

Gel Boumbe, envoyé spécial à Lubumbashi

Le FMI autorise un décaissement d'environ 203 millions pour la RDC

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a autorisé le décaissement d'un montant de 152,3 millions de DTS, soit environ 203 millions de dollars américains en faveur de la République démocratique du Congo. « Cette autorisation a été faite en vue de répondre aux besoins de la balance des paiements, portant le décaissement total à ce jour à 609,2 millions de DTS (environ 812,4 millions de dollars) », a révélé le ministère des Finances dans un communiqué parvenu mercredi à l'ACP.

Selon la source, le décaissement total à ce jour est évalué à 609,2 millions de DTS (environ 812,4 millions de dollars) dans le cadre du troisième examen de l'accord de la Facilité élargie de crédit (FEC) pour la République démocratique du Congo (RDC).

Le décaissement autorisé est une preuve de l'environnement macroéconomique de la RDC qui a fait preuve de résilience malgré les retombées de la guerre en Ukraine et la détérioration de l'environnement économique mondial.

« Le PIB réel a fait preuve de résilience, avec une croissance prévue à 6,6 % en 2022, soutenue par une production minière plus élevée que prévu. L'inflation devrait dépasser 12 % d'ici fin 2022, en raison de la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et du carburant, exacerbée par la guerre en Ukraine et les goulots d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement », a noté la source.

Le communiqué soutient également que le compte courant a atteint un excédent au premier semestre de l'année grâce à de fortes exportations et à fin octobre, les réserves internationales brutes ont atteint environ 2 mois d'importations, bien au-dessus de l'objectif au début de l'accord FEC.

Le solde budgétaire intérieur (base caisse) de 2022 est projeté à 1,1 % du PIB, conformément aux engagements du programme, malgré les pressions imprévues



Au milieu le ministre Nicolas Kazadi avec les membres du conseil d'administration du FMI

sur les dépenses résultant de l'escalade du conflit à l'Est, l'augmentation des dépenses des ministères et des institutions publiques et le remboursement des arriérés aux distributeurs de carburant, financée par une hausse des recettes fiscales inattendues principalement due à des développements miniers favorables.

Le communiqué a révélé aussi que les progrès réalisés dans le cadre du programme sont restés satisfaisants. Tous les critères de réalisation quantitatifs à fin juin 2022 ont été atteints, ainsi que tous les objectifs indicatifs à l'exception de deux dont celui lié aux dépenses de santé en raison de retards dans la passation des marchés ; et celui lié aux garanties de la Banque centrale pour les prêts intérieurs de l'administration centrale en raison de lacunes dans le contrôle et malgré le fait qu'aucune nouvelle garantie n'a été émise.

Performances macroéconomiques en 2022

La source a, par ailleurs, fait savoir qu'à l'issue de la discussion du Conseil d'ad-

ministration, le directeur général adjoint et président, M. Okamura, a déclaré que les performances macroéconomiques en 2022 sont solides, malgré des chocs récurrents, ajoutant que la croissance est demeurée robuste et les amortisseurs externes se sont renforcés, malgré la hausse des prix mondiaux de l'énergie ainsi que des denrées alimentaires.

La performance au titre de l'accord de la facilité élargie de crédit (FEC) est restée satisfaisante, précise le même communiqué, alors que les perspectives de croissance sont restées favorables en 2023, les risques à la baisse émanant des chocs défavorables sur les termes de l'échange et du conflit dans l'Est.

« Le déficit budgétaire devrait se réduire en 2023. Une mobilisation soutenue des recettes et des dépenses courantes contenues dans les biens, les services et les subventions devraient fournir un espace pour les investissements en capital humain, ainsi que l'apurement des arriérés », a-t-il dit.

M. Okamura a fait remarquer qu'économiser la surperformance des recettes soutiendrait les efforts visant à

constituer des réserves, ajoutant que la suppression progressive des subventions aux carburants et la mise en place de transferts sociaux ciblés sont des mesures importantes pour renforcer les filets de sécurité sociale afin de protéger les personnes vulnérables.

Selon lui, le renforcement de la crédibilité du budget devrait aider le budget à servir de point d'ancrage budgétaire dans le cadre du programme, tout en soulignant que la refonte du cadre budgétaire pour gérer la richesse en ressources, le renforcement du cadre d'investissement public et l'accélération des réformes de la gestion des finances publiques sont nécessaires pour améliorer l'efficacité et la transparence des dépenses.

M. Okamura a également fait savoir que la volonté de resserrer l'orientation monétaire pour ramener l'inflation à l'objectif de 7 %, ainsi que les efforts visant à renforcer le cadre de la politique monétaire soutiendront la stabilité des prix.

« La poursuite de l'accumulation de réserves, tout en renforçant le rôle du taux de change en tant qu'amortisseur, est essentielle à la résilience extérieure, signifiant que l'adoption récente de la nouvelle loi bancaire est cruciale pour renforcer la réglementation et la supervision du secteur financier », a-t-il affirmé.

Il a expliqué que les efforts soutenus pour améliorer la gouvernance, y compris dans le secteur minier, renforcer les cadres de lutte contre la corruption et améliorer l'environnement des affaires soutiendraient le développement et la compétitivité du secteur privé. M. Okamura a aussi laissé entendre que s'engager dans des réformes spécifiques liées au climat est également important pour catalyser le financement des investissements verts.

ACP

Coopération

La France dégage 18 millions d'euros de la RDC



La République démocratique du Congo et la République française ont signé mardi à Kinshasa, deux conventions pour un total de 18 millions d'euros, révèle un communiqué du ministère des Finances rendu public mercredi.

« La 1ère convention de 14 millions d'euros porte sur l'accompagnement de la réforme des régies financières et la 2ème convention pour 4 millions d'euros, va appuyer deux écoles Nationales dont celle d'Administration (ENA) et l'Institut national de formation judiciaire (INAFORJ) », précise le communiqué.

Ces projets illustrent de manière concrète la dynamique dans laquelle la France à travers l'AFD est

engagée aux côtés de la République démocratique du Congo, souligne la source, qui laisse entendre qu'en fin décembre 2022, la moitié du volume d'engagement fixé dans le cadre du protocole d'entente aura été engagé par le groupe ADF, soit 237 millions d'euros, représentant 46% des objectifs de 500 millions d'euro fixés.

Au cours de cette signature, signale-t-on, la RDC était représentée par son ministre des Finances Nicolas Kazadi et la République française par son secrétaire d'Etat en charge des partenariats internationaux, Mme Chrysoula Zacharopoulou et la directrice de l'Agence française de développement (AFD), Ibrahim otokore Safia.

ACP

Nouveaux investissements

L'Etat engage l'Agence des zones économiques spéciales

L'Agence des zones économiques spéciales (AZES), est un véritable instrument attractif des investisseurs tant nationaux qu'étrangers en vue de la diversification de l'économie congolaise, a noté mercredi, le ministre de l'Industrie, Julien Paluku Kahongya, lors du premier Conseil d'administration (CA) de cette agence à Kinshasa. « L'état des lieux de l'entreprise, la mobilisation des investisseurs, des partenaires techniques et financiers et la feuille de route des activités ainsi que des orientations aux membres du Conseil

d'administration de l'AZES ont été au centre de cette réunion conduite par la présidente du CA, Joséphine Mbombo Mesu », a souligné le ministre Paluku.

A cette occasion, le directeur général de l'AZES, Auguy Bolanda, a appelé le gouvernement à doter son agence des moyens conformément aux instructions du Président Félix Tshisekedi, lors du dernier Conseil des ministres.

La nouvelle équipe dirigeante de l'AZES a, à cet effet, promis de relever les défis lui assignés par le gouvernement.



Ituri

Deux groupes armés s'affrontent à Mahagi

Des combats se déroulent depuis la nuit de mardi à mercredi 21 décembre entre les groupes armés CODECO et Zaïre dans quatre villages du groupement Angals, dans le territoire de Mahagi (Ituri).



D'après la société civile locale, la situation est confuse dans la région où on signale la progression de ces miliciens et le déplacement des populations.

Ces affrontements ont commencé depuis mardi 20 décembre vers 20 heures (18h TU) et se sont poursuivis jusqu'à l'aube avant de reprendre encore mercredi dans la matinée, déclarent des sources sur place. Ces combats se déroulent à Tali-Tali, Nzinzi, Kingili et Aungba.

Selon ces sources, un nombre important de miliciens CODECO sont venus de plusieurs villages pour renforcer leur équipe

de Walendu Watsi.

Ils ont réussi à repousser les combattants de Zaïre et la population vers Djalasiga.

Pendant ce temps, une panique gagne les habitants de Djalasiga dont la plupart ont quitté la zone.

Le trafic est également interrompu entre Katanga-Djalasiga-Aru à cause de la présence des combattants de la milice CODECO.

Ces derniers jours, plusieurs actes de provocation entre les deux groupes armés entraînant des morts d'hommes ont été enregistrés dans ces entités.

La société civile estime qu'il faut renforcer les effectifs des soldats des FARDC pour prévenir l'escalade des violences.

Le porte-parole de l'armée dans la province de l'Ituri n'a pas encore communiqué au sujet de cette situation.

Nord-Kivu

Le M23 continue à installer une administration parallèle dans les localités occupées

Les rebelles du M23 ont procédé mercredi 21 décembre à l'installation de certaines autorités administratives de base dans la localité de Rubare, du groupement Kisigari, au territoire de Rutshuru (Nord-Kivu).



La société civile et plusieurs sources indépendantes affirment qu'en dehors des grandes agglomérations, ces rebelles désignent leurs interfaces dans les villages pour collecter des taxes et autres dû en leur faveur. Ils mettent en place aussi des comités locaux de paix.

D'après la société civile de Rumanagabo, le M23 a installé à Rubare un chef de cité, son adjoint, un secrétaire et un chargé de l'hygiène et assainissement ainsi qu'un chef de cellule de cette entité coutumière.

Parmi ces personnes figurent des enseignants, des pasteurs et d'autres leaders locaux.

Les rebelles ont également réquisi-

tionné un bureau de l'administration locale comme leur nouveau bureau.

Par la même occasion, ils ont annoncé à la population que chaque habitant devra désormais payer 2000 francs Congolais (1USD)

par mois et 500 francs (0.25 USD) pour les fêtes, rapportent ces sources.

En outre, ajoutent ces sources, dans chaque village occupé, ce mouvement rebelle désigne une personne qui est chargée de collecter les taxes, la nourriture et tout autre dû, exigé pour le compte du M23.

Dans les grandes agglomérations telles que Kiwanja, le M23 a mis en place des comités locaux de paix et développement.

Ces comités sont considérés comme des tribunaux locaux et sont chargés de résoudre les conflits à caractère social tandis que ceux liés à la sécurité sont traités au niveau de leur bureau des renseignements, ont rapporté des sources dans le Rutshuru.

Kinshasa

La CENI prête pour l'enrôlement dans la capitale

Les préparatifs de l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs se déroulent normalement à Kinshasa.

La Secrétaire Exécutive Provinciale (SEP) de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) dans la capitale, Anne-Marie Mukwayanzo Mpundu l'a dit mercredi 21 décembre à Radio Okapi.

Anne-Marie Mukwayanzo Mpundu parle de la fin de la formation de tous les membres des centres d'inscription qui selon elle sont déjà bien outillés pour le bon déroulement de cette opération :

« Comme vous le savez, le 24 décembre il y aura lancement de l'opération de l'enrôlement, donc l'inscription des électeurs pour les élections de 2023. A Kinshasa, la SEP peut vous rassurer que tout se passe



bien. Nous venons de terminer la formation et le test d'évaluation de tous les membres de centres d'inscription. Donc ils sont déjà outillés et prêts pour que le 24 ils soient déjà à leurs postes pour accueillir les requérants qui viendront demander leurs cartes d'électeurs».

Elle affirme, en outre, que l'heure est maintenant au déploiement des kits vers les centres d'inscription.

« A partir de ce soir (mercredi) et demain (jeudi) nous commençons aussi le déploiement des matériels, des kits d'enrôlement dans les différents centres d'inscription. Donc les préparatifs vont bon train et tout semble bien marcher pour que le 24 tout le monde, nous soyons prêts pour le rendez-vous », a assuré la secrétaire exécutive provinciale de la CENI à Kinshasa.

Tshipuka

Les matériaux de la centrale photovoltaïque déjà à Mbuji-Mayi

Le premier lot des matériels pour la construction de la centrale photovoltaïque d'une capacité de 10 mégawatts est arrivé samedi 17



décembre à Tshipuka, à 20 kilomètres de la ville de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental).

La centrale à construire va alimenter en énergie électrique le chef-lieu de la province, dans le cadre du projet présidentiel de lutte contre la pauvreté et les inégalités, financé par le Fonds de promotion de l'industrie (FPI).

Un autre lot de matériel est attendu, selon John Nsana Kanyonyi, le représentant du consortium égyptien, initiateur des travaux dans le Grand Kasaï.

«... Je peux aussi vous confirmer que le deuxième lot de ce qu'on appelle les structures métalliques qui doivent être construites avant qu'on y pose les panneaux solaires a quitté aussi Lubumbashi mardi et enfin on va maintenant déplacer dé-

licatement les panneaux solaires qu'on va y poser. Donc les travaux vont commencer dans les meilleurs délais. On l'espère bien déjà qu'on va prendre une

vitesse de croisière à partir du début de l'année. L'objectif est de nous rassurer que tout sera mis en œuvre et que pratiquement on sera dans une bonne position d'alimenter Mbuji-Mayi avant la fin de l'année 2023 ».

John Nsana dit avoir choisi Tshipuka pour son taux d'ensoleillement qui est parmi les plus élevés de la région.

« Nous sommes en train de développer un projet qui est de 10 mégawatts. En termes de la taille de ce projet, ça sera le tout premier en République Démocratique du Congo, un plus grand projet solaire, puisqu'on n'en a pas à Mbuji-Mayi et ça pourra alimenter plus de 130 000 ménages dans cette ville », a-t-il expliqué.

Maniema

Campagne de vaccination contre la fièvre jaune

Le médecin chef de zone de Kindu, Dr Alain Shabani Aliamini, a appelé mercredi 21 décembre, la population dépendant de cette zone de santé à se faire



vacciner contre la fièvre jaune.

Dans la province du Maniema, indique-t-il, c'est depuis le 15 décembre que la campagne préventive contre la fièvre jaune a été lancée. Pour la réussite de cette opération, la zone de santé de Kindu a orienté sa campagne vers les établissements scolaires avant les vacances de Noël.

Le médecin chef de zone de Kindu déplore le fait que certains chefs d'établissements ne donnent pas accès libre à ceux qui doivent vacciner les enfants.

Docteur Alain Shabani Aliamini plaide pour l'implication de tous pour la réussite de cette opération :

« La campagne se passe bien, mais certaines poches de résistance ou de refus se font observer beaucoup plus au niveau de certains établissements. Certains responsables essayent de résister et ne veulent pas donner le feu vert aux équipes pour

vacciner les élèves ainsi que leurs agents. Nous avons jugé bon à la veille de vacances de Noël de commencer d'abord par les établissements scolaires ».

« Nous avons fait l'évaluation à mi-parcours, après 4 jours, et nous avons constaté que la couverture vaccinale était autour de 49,2%. Mais avec l'implication de tous je crois que les choses vont aller. Et nous lançons l'appel à tous les responsables des établissements ainsi que les chefs d'avenues, les chefs des quartiers de pouvoir sensibiliser nécessairement la population pour qu'elle adhère massivement à cette campagne de fièvre jaune qui est une maladie extrêmement meurtrière et nous voulons à ce que la province du Maniema ne puisse pas être endeuillée un bon jour », ajoute-t-il.

Enrôlement des électeurs

Mgr D. Nshole : " Nous nous engageons à sensibiliser la population et lui dire que protéger son vote est bien possible "

Le 2ème Vice-Président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Didi Manara Linga, a eu des échanges, le mardi 20 décembre 2022, au Centre interdiocésain de la Gombe, siège de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), avec son Secrétaire général, Monseigneur Donatien Nshole.

Se félicitant de la convivialité ayant caractérisé cet entretien et des assurances qu'il a reçues de la part du prélat catholique, Didi Manara Linga a indiqué que les échanges se sont focalisés d'un côté sur la sensibilisation par l'Église catholique à l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs qui débute le samedi 24 décembre 2022 par l'aire opérationnelle 1 (concernant 10 provinces, la ville de Kinshasa incluse). Et de l'autre, les deux personnalités ont discuté du processus électoral dans son ensemble en vue des élections générales prévues en 2023.

« La Commission électorale nationale indépendante a sollicité et obtenu un entretien auprès de l'Église catholique à travers Monseigneur Donatien Nshole. Nous en sommes très ravis, d'autant que le Président Denis Kadima nous a mandatés ici pour avoir des échanges avec la hiérarchie de l'Église catholique par rapport à la question liée à la sensibilisation et à l'enrôlement des électeurs, d'abord mais également au sujet de tout le processus électoral. Notre pays organise les élections générales en 2023 et l'enrôlement demeure un des facteurs-



Monseigneur Donatien Nshole et Didi Manara Linga 2ème Vice-Président de la CENI

clés pour la réussite de cet exercice. Nous nous réjouissons des échanges que nous avons eus avec Monseigneur qui vient de nous rassurer encore une fois que l'Église catholique est disposée à nous accompagner comme toujours pour que ces élections aboutissent à consolider la paix, qu'elles soient transparentes, inclusives. », a fait valoir le 2ème Vice-Président de la CENI.

Avant de renchérir : « Au regard de la convivialité qui a caractérisé cette rencontre, nous sommes persuadés que la sensibilisation, avec l'assistance de la confession religieuse catholique sera faite comme souhaitée. L'Église catholique étant la toute première grande Église de par le monde, compte tenu du nombre de ses fidèles, en général de son implantation sur l'ensemble du territoire national. Nous tenons à dire que si l'Église catholique nous abandonnait, c'est la catastrophe, et nous pensons que cela ne sera pas le cas. C'est donc un grand jour pour la CENI d'avoir l'assurance et l'adhésion de l'Église catholique pour la

sensibilisation. »

De son côté, le Secrétaire général de la CENCO a donné des assurances de l'accompagnement de l'Église catholique par la rapport à la sensibilisation en appuyant le processus électoral en cours.

« Vous savez la paix à laquelle l'Église catholique tient passe aussi par les bonnes élections transparentes, crédibles et apaisées et inclusives et nous ne pouvons que contribuer à la réussite de ce processus électoral. L'enjeu majeur pour l'instant, c'est la sensibilisation, c'est pour cela que le 2ème Vice-Président est venu nous voir. Nous nous engageons à sensibiliser la population, c'était pour nous l'occasion de lui rappeler qu'on doit soigner le contenu de la sensibilisation aujourd'hui. Car la réalité est qu'une bonne partie du peuple congolais n'a plus confiance au processus électoral par rapport aux expériences passées. Maintenant inviter ce peuple aux élections, il faut lui donner les raisons de croire que ce sera différent des précédentes consulta-

tions électorales. Du côté de la CENI comme de celui de la société civile..», a affirmé Monseigneur Donatien Nshole.

Le Secrétaire général de la CENCO a saisi cette opportunité pour inviter le peuple souverain à faire confiance à l'actuel Bureau de la CENI qui a pris en compte beaucoup de choses et se déterminer à aller aux élections sereinement, en vue de protéger son vote.

« Du côté de la CENI, il y a bien des choses qui ont été prises en compte dans ce nouveau processus, notamment l'engagement de la CENI et c'est légal qui a publié le calendrier électoral, en promettant de publier les résultats bureaux de vote par bureaux de vote, au niveau des centres de vote, au niveau central. Cela peut rassurer le peuple congolais qui se rend compte que cela ne sera pas comme par le passé. De l'autre côté, au sein de la société civile, nous devons aussi aider la population à comprendre qu'elle ne souhaite pas revivre ce qu'elle a vécu la fois passée. Il suffit qu'il prenne conscience que c'est lui qui est souverain et au-dessus même de la Cour constitutionnelle, être déterminé à aller voter et à protéger son vote, c'est possible. Et je saisis cette occasion pour lui dire qu'il y a lieu de faire confiance au processus, il y a lieu d'aller aux élections et avec aussi des dispositions de défendre son vote, c'est bien possible. Ce serait dommage que quelqu'un reste à la maison alors que c'est un enjeu de taille pour même le développement et l'avenir du pays. », a rassuré Monseigneur Donatien Nshole.

Patrick Bomboka/zoomeco

Nyota TV sur Canal+

(Retrouvez-nous sur 356 Canal+!)

348 NYOTA

365 RTNB

380 RWANDA TV

381 TV10

382 KC2

383 TV 1

384 AUTHENTIC TV

385 FLASH TV

386 ISANGO STAR TV

387 GENESIS TV

VALIDER RETOUR

Défendons la Patrie

Bendélé Ekweya té!

Achat d'armes : Diongo parle de la victoire de l'Église catholique

L'opposant Franck Diongo a rendu un vibrant hommage à l'Église catholique qui a milité, selon lui, pour que la notification soit levée par le Conseil de sécurité de l'ONU. Le leader du MLP reconnaît les mérites du combat mené par le cardinal Fridolin Ambongo dans le changement de perception sur cette délicate question de l'embargo par la communauté internationale. Au lendemain de la levée de la mesure de notification imposée injustement à la RDC depuis près de deux décennies par l'ONU sur l'achat d'armes, le candidat à la présidentielle de 2023, Franck Diongo a salué la mobilisation de l'Église catholique grâce à qui la donne a véritablement changé.

Depuis que le cardinal Fridolin Ambongo a pris ce combat à bras-le-corps, les choses ont changé, certifie Franck Diongo. L'Église catholique avait organisé une marche pacifique de protestation le 04 décembre 2022 sur l'ensemble du pays contre la duplicité et la politi-



L'opposant, Franck Diongo, candidat à la présidentielle de 2023 @Photo Droits tiers

que de deux poids, deux mesures du Conseil de sécurité de l'ONU. Aux yeux de l'épiscopat congolais, il était inadmissible qu'on laisse aux pays agresseurs le monopole de se procurer en armes mais qu'on impose tacitement un embargo au Congo-Kinshasa.

Diongo pense que seuls les catholiques ont forcé la main des membres du Conseil. Et en plus, ils ont fait sauter le verrou diplomatique rwandais qui bloquait toute ré-

solution en faveur de Kinshasa.

«Ce sont les catholiques qui ont réussi à contraindre l'Occident à reculer».

L'opposant ajoute que la France a tremblé seulement quand dans le message de l'Église catholique lu dans toutes les paroisses du pays, il était principalement recommandé au gouvernement congolais de retirer le pays de la Francophonie. Directement, indique Diongo, 60 sénateurs ont emboîté

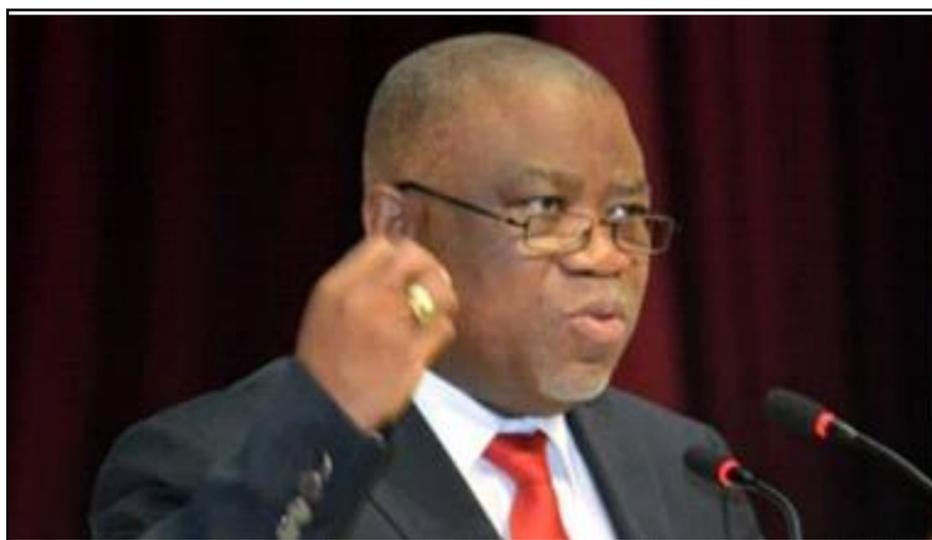
le pas à l'Église recommandant eux aussi au gouvernement Sama Lukonde le retrait pur et simple de la RDC de cette organisation internationale. Aussitôt après, l'Élysée a vite réagi pour éviter la propagation du sentiment anti-français. Donc, pour Diongo, «il n'y a eu aucune diplomatie agissante qui a fait bouger les lignes à l'ONU». La victoire pour arracher la levée de ce régime de notification s'est dessinée seulement quand seulement l'Église catholique a dégainé. «Quand ils ont vu que c'est tout le Congo qui a marché, ils ont vite reculé et la France s'est amendée», a-t-il expliqué.

Par devoir de mémoire, le «héros vivant» dit qu'il était dans l'obligation de restituer la vérité au peuple. Il rappelle que lors de différents votes à l'ONU, le Congo-Kinshasa n'avait obtenu que moins de quatre votes en sa faveur. Preuve que l'élément déterminant qui a pesé dans la balance dans ce dossier, demeure l'implication manifeste de l'Église catholique et non le gouvernement qui, d'après lui, s'est laissé plusieurs fois piétiner diplomatiquement par le régime sanguinaire de Kigali.

Landry Amisi/ouragan.cd

Baudouin Mayo, le nouveau porte-voix de la Congolité

Brillant par la pertinence de ses interventions à l'hémicycle, le député UNC, Jean-Baudouin Mayo est tombé si bas que même ses collègues juristes ne le reconnaissent plus. Chaque jour qui passe, l'élus de Mont-Amba s'enfonce dans la boue avec son combat irrationnel sur la Congolité. Certainement, il s'époumone pour plaire au chef, lui qui a été mis longtemps à la touche. Depuis un temps, l'ancien ministre du Budget prêche la Congolité là où le géniteur de «père et de mère» Noël Tshiani a préféré se taire. Le discours clivant du proche collaborateur de Kamerhe suscite un tollé général même dans les rangs de l'Union sacrée où une autre grosse gueule l'a recadré. Sur Twitter, Steve Mbikayi rejette la thèse de Mayo, lui rappelant que «la recette de la Congolité pour écarter le candidat Katumbi est indigeste». «Il ne faut pas induire le chef de l'État en erreur, notre pays est fragile», a-t-il prévenu. Bref, pour le leader du Parti travailliste, ce schéma ne passera plus. Mieux vaut, dit-il, battre le candidat Ensemble à la régulière dans les urnes que de le pousser à la porte.



Le cadre UNC, Jean-Baudouin Mayo @Photo Droits tiers

Mayo s'obstine-t-il dans le mal ?

A cette question de la nationalité, un élu de l'opposition pense que Mayo s'est fourvoyé. Il trouve impensable qu'au XXI^e siècle là où le monde se construit au centre que des acteurs politiques «illuminés» poussent à l'extrême. Enclin toujours à s'en prendre violemment à tous les challengers de Fatshi, l'ancien SG de l'UNC rappelle que «la fonction de président de la République est réservée aux seuls Congolais» ajoutant que «ceux qui ont acquis des nationalités étrangères en sont

exclus». Pour lui, «la nationalité congolaise est une et exclusive», comme le souligne l'article 10 de la Constitution de la RDC. Pire, le cadre UNC espère que «la Cour constitutionnelle y veillera», estimant qu'il n'y a «pas la peine de se compliquer». Rien de nouveau.

Dans son argumentaire, Mayo feint d'ignorer pourtant que la Constitution a déjà tranché sur cette question. «La nationalité congolaise d'origine s'acquiert par le père ou la mère». «Et si Katumbi n'était pas Congolais comment a-t-il postulé comme député national, député provin-

cial en 2006 et comme gouverneur en 2008 ? Là, il était Congolais maintenant avec la présidentielle de 2023, il devient étranger», explique un cadre Lamuka. Une véritable manifestation de la peur.

Des pro-Katumbi rappellent à Mayo que le président Félix Tshisekedi avait pris lui-même la défense de Katumbi quand les hommes de Kabila le harcelaient par peur de perdre les élections. Il est surprenant que le régime Udps emprunte aujourd'hui la même voie que le régime Kabila pour se tirer du gouffre. Mais, le moment choisi est maussade. «Katumbi sera candidat et personne alors personne ne l'empêchera». Pour preuve, son jet privé interdit de survol du territoire congolais quand il se rendait à Qatar, s'est posé sur la piste de l'aéroport international de la Luano à son retour à Lubumbashi. Le pouvoir a capitulé. Soumis à des fortes pressions, Kinshasa a retropédalé. Tout un message pour ceux qui n'ont pas encore compris que l'inclusivité réclamée par la communauté internationale est inévitable.

Landry Amisi/ouragan.cd

Etats-Unis - Ukraine

Zelensky au Capitole : l'aide américaine n'est "pas de la charité"



Le président de l'Ukraine, Volodymyr Zelenskiy, s'adresse à une réunion conjointe du Congrès américain au Capitole à Washington, le 21 décembre 2022.

L'aide américaine à l'Ukraine est un investissement et « pas de la charité », a déclaré mercredi le président ukrainien Volodymyr Zelensky dans son adresse solennelle aux deux chambres du Congrès à Washington.

« Je voudrais vous remercier, vous remercier beaucoup pour les aides financières que vous nous avez accordées et celles que vous pourriez décider », a déclaré le président ukrainien. « Votre argent n'est pas de la charité, c'est un investissement dans la sécurité mondiale et la démocratie, que nous gérons de la façon la plus responsable ».

I thank @POTUS for the warm welcome and I deeply appreciate all the support of the U.S. and the American people. I am confident that together we will

be able to secure a better, prosperous and free future for both of our nations. Ukraine's victory will also be America's victory. pic.twitter.com/OhclRtwlJy

Les élus des deux chambres du Congrès américain ont longuement ovationné le président ukrainien Volodymyr Zelensky, avant son discours qu'il a prononcé après avoir été reçu plus tôt à la Maison Blanche par Joe Biden.

« Vous ne serez jamais seuls », a promis le président américain à son homologue ukrainien, qui a dit qu'il n'était prêt à « aucun compromis » sur l'intégrité territoriale de son pays.

Il s'agit du premier déplacement à l'étranger du chef d'Etat ukrainien depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février.

Etats-Unis

Trump a payé 1 million de dollars d'impôts pendant son mandat mais rien en 2020



Donald Trump

Donald Trump a payé 1,1 million en impôts fédéraux sur deux de ses quatre années à la tête des Etats-Unis, selon un rapport examiné par des élus mercredi, mais presque rien le reste du temps qu'il a passé à la Maison Blanche.

Le républicain a payé 750 dollars en 2017, un million, donc, en 2018 et 2019, et rien en 2020, année pendant laquelle ses pertes se sont creusées et il a perdu la présidentielle face au démocrate Joe Biden.

Ces chiffres, rendus publics tard mardi dans le rapport d'une commission parlementaire, montrent que le milliardaire de 76 ans a fait état d'énormes déficits de 2015 à 2020.

Mais ses revenus sont montés en flèche en 2018 et 2019, alimentant de plus belle les spéculations sur l'étendue de sa fortune au moment où le Congrès s'apprête à rendre ses déclarations d'impôts publiques.

L'ancienne vedette de télé-réalité a enregistré des plus-values sur la vente d'actifs de 22 millions de dollars en 2018 et de 9 millions l'année suivante. Mais il a perdu presque 65 millions de dollars pendant sa campagne pour la présidence en 2015 et 2016 et environ 13 millions pendant sa première année au pouvoir.

En 2020, ses revenus étaient dans le rouge de 5 millions de dollars. Le rapport a également montré que M. Trump avait reporté 105 millions de dollars de pertes d'exploitation nettes sur sa déclaration de 2015, 73 millions de dollars en 2016, 45 millions en 2017 et 23 millions en 2018 pour réduire les sommes à payer en impôts.

Des élus avaient voté mardi en faveur de la publication des déclarations d'impôt de l'ancien président, qui a mené une bataille judiciaire durant plusieurs années pour les garder privées.

« Trump a fait état de dizaines de millions de dollars de pertes et de crédits sans le type de justifications qu'un contribuable ordinaire fournirait probablement », a dit l'élue démocrate Lloyd Doggett dans un communiqué.

Un rapport parlementaire distinct sur le fisc américain a montré que ce dernier n'avait pas fait ce qu'il devait faire pendant presque tout le mandat de Donald Trump.

« Le fisc n'a ouvert qu'un seul examen obligatoire de 2017 à 2020 pour les déclarations produites pendant que l'ancien président était en fonction », selon le texte. Le fisc a commencé à auditer M. Trump le jour même où les démocrates de la commission ont demandé des informations sur ses impôts en 2019.

Ethiopie

Reprise des négociations entre Addis-Abeba et les Tigréens à Nairobi

Nairobi accueille une réunion de suivi de l'accord de paix de Prétorie. Signé il y a deux mois et demi, il prévoit notamment une cessation des hostilités, le désarmement des forces tigréennes et la réouverture des accès au Tigré. La rencontre qui a débuté mercredi 21 décembre doit permettre de faire le point sur son application et intervient dans un climat de regain de tension.

La priorité de cette réunion, avancer sur la création du comité de suivi de l'accord de Pretoria : ce groupe d'expert doit être chargé par l'Union africaine de surveiller sur le terrain l'application de l'accord. Soit un rôle déterminant, surtout dans le contexte actuel de regain de tension.

Samedi, dans un communiqué, le gouvernement éthiopien a menacé à demi-mot le Tigré d'une nouvelle offensive. Le lendemain, le chef des Tigréens reprochait à Addis-Abeba d'avoir pris du retard dans la mise en œuvre des engagements pris à Preto-

ria.

Depuis la signature en Afrique du Sud, les combats se sont arrêtés. Les rebelles affirment aussi avoir « désengagé » 65 % de leurs combattants des lignes de front et « commencé à collecter » leurs armes lourdes. Mais aucune source indépendante ne peut le confirmer.

L'accord conclu entre les deux parties prévoit que le dépôt de ces armes lourdes se fera « en même temps » que le départ des « forces étrangères » du Tigré. Or, le TPLF continue de dénoncer la présence dans la région de troupes érythréennes.

Lundi 19 décembre, la plus grande banque d'Éthiopie, la commercial Bank of Ethiopia, a annoncé avoir repris ses opérations financières dans plusieurs villes du Tigré. Quant à l'aide humanitaire, son acheminement a repris, mais elle reste encore très largement inférieure aux besoins.



Le maréchal Berhanu Jula, chef d'État-major des Forces armées éthiopiennes (ENDF), et le général Tadesse Worede, commandant en chef des forces rebelles du Tigré, se serrent les mains après signer leur accord, lors de la dernière négociation à Nairobi, le 12 novembre 2022. AFP - YASUYOSHI CHIBA

Gambie

Une tentative de coup d'État contre le président déjouée

En Gambie, les autorités ont annoncé mercredi 21 décembre avoir déjoué une tentative de coup d'État militaire survenue la veille. Les forces armées gambiennes disent avoir d'ores et déjà arrêté quatre soldats accusés de vouloir renverser la présidence d'Adama Barrow, trois autres complices seraient recherchés. Les enquêtes en cours doivent éclaircir les circonstances de l'évènement, mais le gouvernement se veut rassurant.

Dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux, le porte-parole du gouvernement invite ses concitoyens à « vaquer normalement à leurs occupations ». Il n'y a « pas de raison de paniquer, poursuit-il, la situation est totalement sous contrôle ».

Un appel au calme alors que les événements ont surpris la population. « Ici, personne ne s'attendait à ça » confie un habitant de Banjul, la capitale, joint par RFI.

Dans ce pays de l'Afrique de l'Ouest, aucune autre information que celles partagées par les autorités aujourd'hui n'a filtré. Seulement de rares témoignages qui font état de « mouvements » inhabituels, « de soldats » aperçus autour du palais présidentiel.

D'après le gouvernement, parmi les quatre soldats arrêtés, car soupçonnés d'être à l'origine de ce coup de force déjoué, deux viennent de la marine militaire. Ils collaborent en ce moment avec les autorités dans l'enquête en cours.

Un ancien ministre sous Jammeh interrogé

« Le gouvernement de la Gambie annonce que, sur la base de renseignements indiquant que certains soldats de l'armée gambienne complotaient pour renverser le gouvernement démocratiquement élu du président Adama Barrow, le haut commandement (des forces armées gambiennes) a rapidement monté une opération militaire hier et a arrêté quatre soldats », a écrit dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux Ebrima G. Sankareh, porte-parole du gouvernement et conseiller présidentiel.

Dans la soirée, la police gambienne a affirmé dans un autre communiqué avoir interrogé Momodou Sabally, ancien ministre des Affaires présidentielles sous le régime Jammeh, après la diffusion d'une vidéo qui suggère que le président sera renversé avant les prochaines élections locales.

Fragile régime démocratique après 22 ans de dictature

Ce serait la dernière tentative de coup de force en date en Afrique de l'Ouest depuis 2020, après deux putschs réussis au Mali et au Burkina



Faso et un autre en Guinée, et une tentative de fait accompli en Guinée-Bissau.

Cette série inquiète vivement les dirigeants ouest-africains, confrontés à une multitude de défis – de la pauvreté à la propagation du jihadisme – aggravés par la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine.

Avec cet évènement, les observateurs craignent une déstabilisation du fragile régime démocratique dans une région en proie à de nombreux putschs. En 2017, l'élection d'Adama Barrow, a mis fin à 22 ans d'un régime autocratique dirigé par Yahya Jammeh. Le président a ensuite été réélu pour un second mandat le 5 décembre 2021.

Pour Baba Hydera, à la tête du journal gambien *The Point*, ce putsch manqué est un signe que le gouvernement d'Adama Barrow doit « tout faire » pour restaurer « la confiance » entre l'armée et le pouvoir, après avoir mis fin en 2017 à deux décennies d'un régime autocratique dirigé par Yahya Jammeh. D'autant que la sécurité présidentielle est assurée par des troupes sénégalaises, par exemple.

La 3ème édition de la REDAKIN prévue du 26 au 30 décembre prochain



de la danse dans notre société, en se posant la question si elle peut nourrir et faire vivre financièrement la personne c'est-à-dire les danseurs », a-t-il dit.

Pour M Lohanga, les danseurs doivent croire à ce métier et en faire leur gagne pain, également commercialiser leurs œuvres par la vente et achats des billets qui permettront de gagner de l'argent.

À cet effet, il a fustigé le comportement de certains artistes qui se livrent aux prestations gratuites, soulignant que : « nous dépensons beaucoup en termes d'énergie, d'argent, d'intelligence, mais nous gagnons moins ».

Il a signalé que plusieurs activités sont programmées au cours de cette session à savoir : forum de danse, la performance et des spectacles.

« Nous avons ouvert officiellement la 3ème édition de la REDAKIN par un forum de danse le 14 décembre dernier, sous le thème : Rumba sur toutes surfaces de ce monde. Une cérémonie au cours de laquelle nous avons célébré une année de la Rumba congolaise comme étant patrimoine immatériel de l'humanité », a-t-il rappelé.

ACP

La 3ème édition de la Rencontre des danseurs à Kinshasa « REDAKIN » est prévue du 26 au 30 décembre prochain dans la capitale, a annoncé mardi, l'initiateur de la compagnie de danse « Likit'arts Kongo », le chorégraphe Jackson Lohanga, au cours d'un entretien avec l'ACP.

« Organisée en partenariat avec KDK service, la 3ème édition de la REDAKIN a pour but de valoriser la rumba congolaise sous ses différentes directions artistiques, surtout sur ses pas et esthétique qui sont aujourd'hui mal exécutés par les tiers. Cette édition se tiendra simultanément au Musée national de la RDC et au marché de la liberté », a déclaré l'artiste Lohanga.

« Nous tenons à la professionnalisation

Première édition du festival d'humour intitulée " Rirophonie " à Kinshasa

Deux humoristes de la République Démocratique du Congo, Félix Kisabaka et Herman Amisi alias « Daddy » vont prêter à la 1ère édition du festival d'humour intitulée « Rirophonie », prévue le 23 décembre 2022, au Village Chez Ntemba à Kinshasa. « Cela fait deux ans et demie que je travaillais sur un festival international d'humour, Kim Agency m'a prêté main forte à travers son initiateur Geancy Kimbangu. Nous avons appelé ce festival Rirophonie, en nous inspirant de la francophonie, d'où nous avons ciblé des pays francophones », a déclaré l'humoriste Félix Kisabaka, initiateur de ce spectacle.

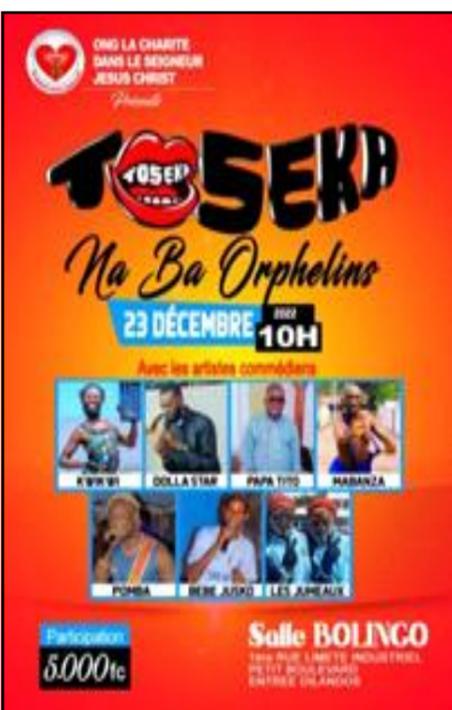
Cet événement organisé par Kim Agency va débiter à 18h00', heure locale, avec la participation d'autres humoristes



africains, notamment l'artiste « l'honorable » du Congo Brazzaville, d'Edoudou du Cameroun et Yann Koko du Gabon.

Signalons qu'après ce rendez-vous d'humour, l'artiste Herman Amisi va prêter le 01 janvier 2023 au palais des congrès de Brazzaville, à l'occasion du forfait rire.

Le spectacle de rire "Toseka na ba orphelins" prévu ce 23 décembre



Le spectacle « Toseka na ba orphelins » est prévu ce 23 décembre dans la salle « Bolingo » dans la commune de Limeté, a annoncé la présidente de l'ONG « La charité dans le Seigneur Jésus-Christ », Marceline

Mvita dans un communiqué parvenu mercredi à l'ACP.

« Cette activité se veut une occasion propice pour aller à la rescousse des orphelins et des veuves en leurs distribuant quelques dons des différentes natures. Je lance un appel à la population de la ville de Kinshasa d'acheter des billets afin de soutenir ces personnes vulnérables dont les orphelins et les veuves », a-t-elle déclaré.

Elle a précisé qu'au cours de cette rencontre plusieurs artistes comédiens prêteront en vue d'égayer le public, notamment « Kwikwi », « Dollastar », « Papa Tito », « Mabanza », « Pomba », « Bébé Jusko », « Les jumeaux » et d'autres.

L'ONG « La charité dans le seigneur en Jésus Christ » a son siège dans la commune de Ngaliema. Elle œuvre particulièrement dans l'encadrement des orphelins et des veuves sous la bénédiction de Maman Elizabeth Olangi qui fut sa visionnaire.

Yoka Lye Mudaba plaide pour la promotion de la rumba congolaise à l'échiquier international

Le directeur général de l'Institut national des arts (INA), Yoka Lye Mudaba. Photo Droits Tiers



connaissance internationale. Ce sont des retombées géopolitiques. Mais il y a d'autres formes de retombées. La retombée, c'est à nous de l'écrire. On nous a donné un label qui nous permet d'avancer », a souligné le professeur Yoka.

Cet expert en arts a ajouté que c'est aux Congolais de faire connaître leurs besoins en matière de promotion de la rumba congolaise afin que l'UNESCO puisse apporter son appui technique et en termes de subvention.

Selon lui, cette question relève d'une responsabilité partagée entre les décideurs, les promoteurs et le secteur public et privé.

« Il faut des décisions concrètes. Une année après, ...Il est temps qu'on dépasse le seuil des discours pour aller au seuil des actions concrètes » a-t-il martelé.

La rumba du Congo Kinshasa et Brazzaville a été inscrit le 14 décembre 2021 sur la liste des patrimoines immatériels de l'UNESCO.

RO

Un an après l'inscription de la rumba congolaise au patrimoine immatériel mondial de l'UNESCO, il faut « dépasser le seuil des discours, pour les actions concrètes », a déclaré le professeur Yoka Lye Mudaba, lors d'une interview à Radio Okapi lundi 19 décembre à Kinshasa. L'objectif étant, selon lui, de promouvoir la rumba congolaise dans les sphères internationales.

« La première retombée, c'est la re-

Gally Garvey sort le clip de la chanson " Je t'aime "

Le chanteur congolais Gally Garvey, a sorti mardi, le clip de la chanson intitulée « Je t'aime », issu de son nouvel album « Amour et moi », sur toutes les plateformes de téléchargement et d'écoute digital. « Te le dire tout de suite, je vais le faire, c'est mon karma, toi, je t'aime, je pense à toi et à toi. Rien qu'à toi, tu es mon âme sœur, j'ai vu devant moi celle qui représente l'amour sur terre », reprend l'artiste dans la chanson.

Dans ce clip très émouvant, l'artiste présente à ses fans les déclarations d'amour faites par un jeune homme à son âme sœur.

Le chanteur Garvey avait expliqué, lors de son récent passage dans une émission culturelle, que les différentes chansons de ce nouvel opus portent une touche particulière propre à son style. « Personne ne m'a inspiré, suivez bien cet album, je l'ai fait avec mon propre esprit, un album de ces couleurs n'a jamais existé au Congo », a-t-il

laissé entendre à l'intention des amoureux de la bonne musique.

A travers ce visuel de plus ou moins trois minutes, « Gaga » comme aime l'appelait ses fans, s'enchaîne dans la promotion de son nouvel album. Le premier clip dévoilé de cet album intitulé « Est-ce que Bako Zala », composé de douze (12) titres, n'a connu que deux collaborations, notamment avec le Chanteur Koffi Olomide et Hiro dans les chansons « Amour » et « Bien comme ça », signale-t-on.



Ferre Gola attendu le 29 décembre prochain à Abidjan

Le chanteur congolais, Ferre Gola va livrer une prestation scénique le 29 décembre prochain à Sofitel Hôtel ivoire à Abidjan, en Côte d'Ivoire, dans le cadre des festivités de fin d'année, a appris mardi l'ACP sur les différentes pages sociales de l'artiste.

« Rendez-vous ce jeudi 29 décembre 2022 pour un concert incroyable en Côte d'Ivoire au Sofitel Hôtel ivoire d'Abidjan, venez nombreux », a-t-il écrit. Récemment lors d'une sortie médiatique, le Gaulois en chef avait exprimé sa volonté d'apporter une touche particulière à la musique moderne.

« La musique ne devrait pas être statique, nous avons tous, le plein devoir d'améliorer et de changer en tout le temps pour permettre aux oreilles d'apprécier les sons d'une manière agréable et curieuse », avait-il dit. Avec cette prestation, le Padre sera en communion avec son public ivoirien quelques jours après son dernier con-



Le chanteur congolais, Ferre Gola

cert au mois de novembre, dans la même salle pour les festivités de fin d'année afin de poursuivre la promotion de son album « Dynastie » dont il envisage déjà lancer le deuxième volet.

L'artiste Ferre Gola avait dévoilé en novembre, le visuel de la chanson « Marionnettes », issue de son nouvel album « Dynastie », rappelle-t-on.

Présélection CHAN/Algérie 2023

Sept Corbeaux dans la tanière des Léopards A'



La FECOFA a, dans une lettre, informé la direction du TPM de la convocation de sept de ses joueurs. Les sélectionnés doivent rejoindre Kinshasa dès le soir du 25 décembre, jour de Noël.

Les joueurs retenus : Baggio SIADI, Djos ISSAMA, Ernest LUZOLO, Kévin MONDEKO, Sozé ZEMANGA, Philippe KINZUMBI et Adam BOSSU dans le cadre de la phase finale de la 7^{ème} édition du CHAN, Algérie 2023.

Les sept Corbeaux seront regroupés à Kinshasa du 26 décembre 2022 au 1^{er} janvier 2023 pour un pré-stage à l'issue duquel le sélectionneur retiendra 28 joueurs qui prendront part au stage final de préparation programmé à partir du 2 janvier à Tunis.

Comité Olympique Congolais

Lancement de la 1^{ère} édition du Programme de développement du système sportif national

Le vice-président du Comité olympique congolais (COC), le Dr René Ngiebe Mubiala, a lancé, mercredi, au salon présidentiel du stade des Martyrs de la Pentecôte, à Kinshasa, la 1^{ère} édition du Programme de développement du système sportif national, en présence des correspondants officiels des Fédérations sportives de la RDC.

« En guise d'introduction, cette formation sera animée par les experts nationaux en la matière, en qualité d'instructeurs internationaux du Comité international olympique (CIO), à savoir : Me Flore Badiashile et Placide Ondimba. Cette session de formation s'étendra, du novembre 2022 au janvier 2023, ajoutant que l'objectif est de booster le niveau technique et de l'organisation des fédérations sportives de la RDC, en prévision de prochaines échéances », a annoncé René Ngiebe, avant d'insister sur le fait que l'Olympisme prône des valeurs que l'on doit véhiculer à tout moment et en toutes circonstances.



COC Vice-Président René Ngiebe Mubiala (au milieu)

Leitmotiv du COC

« Le leitmotiv du COC demeure les renforcements des connaissances des membres de mouvement sportifs congolais, le respect des règles de jeu et des autres. C'est aussi une façon pour cette institution sportive de raffermir ses bons rapports avec le Comité international olympique (CIO) autant que les hautes autorités de la RDC. Ce qui

justifie d'ailleurs le sens des bourses olympiques octroyées à 6 athlètes et aux coaches », a dit le vice-président du COC, René Ngiebe.

En définitive, ce séminaire permet aux différentes Fédérations sportives de concevoir des plans stratégiques et politiques de gestion des équipes olympiques nationales. C'est pourquoi d'ailleurs, un certain nombre des projets ont été validés par la solidarité olympique, en faveur du mouvement sportif congolais.

ACP

Linafoot

V.Club dominateur de Lubumbashi Sport (3-1) à Likasi



L'AS V. Club de Kinshasa a été dominatrice du FC Lubumbashi Sport de la ville cuprifère, par 3-1, mercredi, au stade Kikula, à Likasi, en match de la 9^{ème} journée du 28^{ème} cham-

pionnat de la Ligue nationale de football (LINAFOOT).

Pour leur première sortie hors de la capitale, les Dauphins noirs ont ouvert leur artillerie à la reprise après une première pé-

riode infertile. Ils ont mené au score à l'ouverture de la marque de Glody Kikwama Mujinga (66^{ème}) monté en cours de jeu, autant que Tady Agiti Etekiama (71^{ème}) qui double la mise pour V.Club. Après son premier but de la saison, le même Etekiama (89^{ème}) ne s'empêche pas de corser la note à 3-0, pour son doublé personnel.

Aux ultimes instants des 5 minutes additionnelles, Tumba Nyembo a eu l'insigne honneur de réduire le score pour Lubumbashi Sport et pour le résultat final de la partie, à 3-1.

Le club vert et noir de Kinshasa, la seule formation encore invaincue, signe sa 9^{ème} fortune du championnat en 10 sorties et porte sa cote de leader, à 28 points.

De son côté, Lubumbashi Sport reste scotché sur ses 8 unités en 8 sorties.

Lupopo surclasse Rangers (2-0) à Kurara Mpova



A Kinshasa, au Centre Kurara Mpova, dans la commune de la N'sele, en match de la 13^{ème} journée, le FC Saint Eloi Lupopo de Lubumbashi a urclassé l'AC Rangers de Kinshasa, par 2-0, sur deux réalisations de Louison Sefu Ngongo

(25^{ème}) et de Jean Marc Makusu Mundele. Désormais, les Lumpas capitalisent 22 points en 9 sorties et se placent en 2^{ème} position au classement. L'AC Rangers s'immobilise à 11 points après 10 matches livrés.

Volley-ball

L'assemblée générale et élective de l'EUVOKIN fixée au 16 janvier 2023

L'Entente urbaine de Volley-ball de Kinshasa (EUVOKIN) a fixé pour le lundi 16 janvier prochain, l'organisation de son Assemblée générale ordinaire et extraordinaire élective (AGOEE), à son siège, dans la commune de Lingwala, a appris mercredi l'ACP du communiqué de presse du secrétariat exécutif de cette instance sportive.

Au cours de ces assises, le bureau exécutif de l'EUVOKIN va élire un nouveau comité de cette entité sportive. « Plusieurs postes sont vacants à savoir : président, 1^{er} vice-président, 2^{ème} vice-président, secrétaire exécutif, secrétaire exécutif adjoint, trésorier et membres, pour tous ceux qui veulent postuler au comité exécutif de l'EUVOKIN. Tous les candidats désireux de postuler sont obligés de déposer le dossier exigés pour le poste convoité », renseigne ce document.

Calendrier électoral

Dans le cadre du préparatif de ces élections, attendues au mois de janvier 2023, l'EUVOKIN a rendu public son calendrier élec-

toral en vue de permettre à tous les postulants de remplir les conditions exigées à l'échéance convenue.

Ci-après tout le programme électoral de l'EUVOKIN du 16 janvier 2023 : du 19 au 24 décembre 2022 : dépôt des candidatures au secrétariat de l'EUVOKIN de 9h00' à 15h00' ; le 26 décembre 2022 : mise en place des membres du comité électoral ; du 27 au 28 décembre 2022 : examen des dossiers des candidats de 10h00' à 15h00' ; le 29 décembre 2022 : publication de la liste des candidatures retenues et non retenues à 10h00' ; du 02 au 05 janvier 2023 : introduction des recours de 10h00' à 15h00' ; le 06 janvier 2023 : examen des recours ; le 10 janvier 2023 : publication de la liste définitive des candidats ; du 12 au 14 janvier 2023 : campagne électorale ; le 16 janvier 2023 : convocation de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire élective.

Les cautions de 150\$, 100\$, 50\$ et 30\$ sont réservées respectivement pour les postes du président, 2^{ème} vice-président, des secrétaires et les membres, signale-t-on.

ACP



Conférence des gouverneurs

La relance des économies des provinces au centre des échanges

La 9e conférence des gouverneurs de la RDC s'ouvre ce jeudi à Mbandaka (Équateur) sous le thème : « le Programme de développement local des 145 territoires : renforcer l'autorité de l'Etat pour relancer l'économie des Provinces ».

Présidée par le Chef de l'Etat, cette rencontre offre l'occasion à chaque gouverneur de province de présenter l'état des lieux de son entité administrative et surtout des perspectives pour l'année 2023.

Cette conférence va notamment plancher sur la relance des économies des provinces.

Lors de son meeting à l'esplanade de la maison communale de Wangata au cen-

tre-ville de Mbandaka, Félix Tshisekedi est revenu sur l'agression rwandaise à travers le M23 dans l'Est du pays.

Il a expliqué à la population qu'il a mis en place le programme de 145 territoires pour relever le pays.

Le chef de l'Etat a ainsi promis de résoudre les problèmes d'eau et d'électricité à Mbandaka.

Vous pouvez l'écouter dans cet extrait :

Le président de la République a appelé la population à aller se faire enrôler massivement le samedi 24 décembre lors du lancement de l'opération d'enrôlement par la CENI.

CENI

Le gouvernement salue la mutualisation des opérations d'enrôlement et d'identification



Le Premier ministre, Sama Lukonde a salué mardi, le choix de la mutualisation des opérations d'enrôlement et d'identification de la population, lors de sa visite à la Commission électorale nationale indépendante (CENI), à Kinshasa.

« Je salue toutes les innovations apportées par le bureau de la CENI, en termes notamment des kits d'enrôlement, et surtout du choix historique de la mutualisation des opérations d'enrôlement et d'identification de la population », a déclaré le chef du gouvernement.

« Cette mutualisation va permettre à ce que les données de l'opération d'enrôlement de la CENI soient utilisées aussi bien par l'Office National d'identification de la population (ONIP) que par l'Institut National des Statistiques (INS) », a-t-il expliqué.

Le Premier ministre a encouragé la

CENI pour le travail abattu afin de garantir l'organisation des élections dans le délai constitutionnel.

« Ici, nous avons participé à une démonstration des innovations apportées par le bureau de la CENI pour pouvoir améliorer la qualité, non seulement de l'enrôlement, mais aussi du processus électoral lui-même pour qu'on puisse arriver juste-

ment à ces élections générales telles que prévues l'année prochaine », s'est-il exprimé.

Le Premier ministre a souligné que c'est depuis 1984 que le pays n'a plus de carte d'identité.

« En 2006, cela n'a pas pu se faire. En 2011 même. Et en 2018, nous avons encore manqué cette occasion. Et donc ici c'est ce choix historique d'avoir une collaboration affichée pour qu'on puisse cette fois-ci y arriver, avec l'accompagnement du ministère du Numérique, cet identifiant unique qui va nous permettre d'avoir une meilleure gestion de notre pays du point de vue administratif », a dit le chef du gouvernement.

« Le Gouvernement a prévu d'accroître les forces de sécurité, en l'occurrence la police pour garantir la sécurisation de tout le processus électoral de 2023 », a-t-il conclu par ailleurs.

Kwango : arrestation de 6 assaillants armés à Bitarilwasa

Les FARDC ont réussi, lundi 19 décembre, à mettre la main sur six assaillants armés au village Bitarilwasa, dans le secteur de Bukanga Lonzo, territoire de Kenge (Kwango).

Cela à la suite des opérations militaires conduites par le commandant 11e région militaire adjoint, chargé des opérations, renseignements et coordination des opérations à Kwamouth, général major Bruno Mandevu, a rapporté le porte-parole de la 11ème région militaire, lieutenant Jacques Kienge.

L'armée a également récupéré quelques armes de ces assaillants dont huit fusils de type calibre 12, quinze balles de calibre 12 et quinze machettes, ajoute la même source.

A cette occasion, les militaires y ont saisi une quantité importante du chanvre qui a été incinérée sur place



sur ordre du commandant des opérations, général major Bruno Mandevu.

Ces assaillants ont été conduits par un certain individu surnommé Roi qui aurait pris fuite avant l'arrivée des FARDC.

Le lieutenant Jacques Kienge a en outre appelé la population de Bitarilwasa au calme et à celle déplacée à regagner le village.

Ces assaillants défaits avaient bloqué toutes les entrées et sorties de Bitarilwasa, selon le président de la société civile du Kwango, Lucien Lufutu.

Levée de la notification

La Chine attirée par le marché congolais



L'ambassadeur chinois accrédité à Kinshasa, Zhu Jing, a dans un message relayé sur son compte Twitter le mercredi 21 décembre 2022, salué la décision prise par le conseil de sécurité des Nations-Unies, de mettre fin à la mesure de notification sur l'achat d'armes imposée à la République démocratique du Congo. A l'en croire, la Chine continuera à accompagner la RDC dans le renforcement de ses capacités de défense sécuritaire. « Ravi pour la fin du régime de notification de la fourniture d'armes au pro-

fit de la RDC. La Chine n'a ménagé aucun effort pour la levée de cette obligation injuste et continuera à accompagner la RDC dans le renforcement de ses capacités de défense sécuritaire », a déclaré Zhu Jing.

Ce qui veut tout dire. Désireuse de maintenir son ancrage minier sur le sol congolais, la Chine se verrait dans l'obligation de maintenir, sinon d'améliorer ses relations multiformes avec ce géant économique

au cœur du continent noir. Devant l'obligation de mettre un terme à l'aventure meurtrière du M23 Kinshasa ne saurait fermer la porte à des offres du genre. Il est d'ailleurs une vérité que la RDC recevra, dans les tout prochains jours, des offres de nombreux pays et trafiquants d'armes. La France, par exemple, exulte d'avoir été au pied du chantier de cette levée du régime de notification qui frappait non seulement les vendeurs mais aussi les transporteurs.

Kinshasa

Les 140 morts lors des pluies diluviennes déjà sous terre !

Le Président de la République Félix Tshisekedi a assisté au culte œcuménique, célébré mardi, au Palais du peuple, en mémoire de 140 personnes décédées des suites de la pluie diluvienne qui s'est abattue sur Kinshasa, dans la nuit du 12 au 13 décembre.

« Cette cérémonie consiste à adresser une prière à l'Éternel Dieu, afin qu'il puisse accueillir les âmes de nos compatriotes et en même temps qu'il puisse consoler les familles éplorées », a dit le modérateur du culte, l'apôtre Kabongo, face aux familles des victimes et une foule nombreuse. « Comme il est dit dans la Bible, nous devons nous réjouir avec ceux qui se réjouissent, et pleurer avec ceux qui pleurent », a-t-il renchéri.

Une dizaine de chefs de confessions religieuses, tous cultes confondus, se sont succédé à la tribune pour une prière de circonstance. Touché et consterné suite à ce drame, le Chef de l'Etat, qui se trouvait à Washington aux États-Unis d'Amérique dans le cadre du 2ème sommet USA-Afrique, avait écourté son séjour américain pour regagner le pays.

Le gouvernement avait décrété, par la même occasion, un deuil national de 3



jours, à partir du mercredi 14 décembre dernier, pour honorer la mémoire des compatriotes décédés des suites de cette calamité naturelle.

Ces intempéries avaient aussi causé d'énormes dégâts matériels dans la ville de Kinshasa, à savoir des glissements de terrain, la coupure de routes et du courant électrique, l'écroulement des murs et des résidences ainsi que des inondations.

La cérémonie s'est terminée par le dépôt d'une couronne de fleurs par le Couple présidentiel, en mémoire des compatriotes décédés. Le Premier Ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, les présidents des deux chambres du Parlement, ainsi que quelques membres du gouvernement ont assisté à ce culte œcuménique.

L'OCC s'équipe pour un meilleur rendement de ses agents

Quelques mois après l'installation du nouveau comité de gestion, un vent de perfection souffle à l'Office congolais de contrôle. La nouvelle direction se consacre déjà à l'amélioration des conditions de travail des agents. Le credo du duo Tshimanga - Muabilu reste l'efficacité et le bon rendement. La directrice générale adjointe de l'OCC, Christelle Muabilu a présidé mardi la cérémonie d'ouverture des plis pour l'acquisition des matériels des bureaux de la Direction générale mais aussi de différentes directions provinciales de cet établissement à caractère scientifique. L'opération rentre dans le cadre du budget de fonctionnement exercice 2022.

Après les appels d'offres lancés tel que définis dans la loi relative aux marchés publics, trois entreprises soumissionnaires ont répondu aux exigences en matières de qualification. Elles ont été sélectionnées conformément aux

règles définies. Ces exigences sont d'ordre financier, technique et administratif.

Le processus a été marqué par un sceau de transparence. Après dépouillement, trois sociétés ont gagné le marché. Il s'agit de la société New electronics SARL, la société Baheyke SARLU ainsi que la société Almer trading. A cette occasion, la DGA Christelle Muabilu a salué le travail abattu par les équipes de l'Office congolais de contrôle, tout en félicitant aussi les soumissionnaires dont les délégués étaient la salle, lors de cette cérémonie.

Les matériels de bureau sont catégorisés en quatre lots, à savoir les tables, les chaises, les armoires et étalages, ainsi que les bibliothèques. Les premiers pas de la nouvelle équipe dirigeante de l'OCC relèvent l'ambition qui anime le tandem Tshimanga - Muabilu à performer.

Landry Amisi/ouragan.cd